



# LA PEUR QUE ZURICH NE S'AVOUE PAS

BILATÉRALES. Ceux qui disent «non» voteront surtout contre les Allemands.

MICHEL GUILLAUME

Que votera la Suisse allemande, et notamment Zurich, sa capitale économique, le 8 février prochain sur l'accord avec l'Union européenne relatif à la libre circulation des personnes? Tout pronostic est téméraire. Dans les débats, on assiste à un curieux phénomène, comme le note le conseiller national Lukas Reimann (UDC/SG), étudiant à Zurich: «Je focalise mon opposition sur l'extension de l'accord à la Roumanie et à la Bulgarie, mais c'est plutôt l'arrivée des Allemands qui préoccupe les Suisses. J'ai reçu une trentaine de courriels à ce sujet.»

A Zurich, les Allemands, qui sont désormais 68 000 dans le canton, font peur. Surtout ceux d'entre eux qui pointent au chômage: même s'ils n'étaient que 1152 en décembre 2008, soit un taux de 3%, comparable à celui des Suisses, leur nombre a tout de même augmenté de 29 % en un an.

Cette peur reste largement inavouée. En témoigne une polémique révélatrice qui éclate en décembre 2007 à l'Université de Zurich. Celle-ci doit alors repourvoir huit postes de professeurs, et elle les attribue tous à des Allemands, qui forment désormais 31 % du corps enseignant. Trop, c'est trop: «Nous atteignons la limite du suppor-

table», estime Stefan Fischer, président du Conseil des étudiants dans une interview accordée au *Tages-Anzeiger*.

**Tabou brisé.** Cet étudiant en sciences politiques et en économie âgé de 25 ans, domicilié sur la «Goldküste», ne se rend pas compte qu'il vient de briser un tabou. Il révèle un malaise déshonorant pour la Zurich internationale qui se doit d'attirer chez elle les meilleurs professeurs, à l'université comme à l'EPFZ. «Vous avez nui à la réputation de l'université», lui reproche le recteur Andreas Fischer. L'intéressé précise sa pensée: «Je suis en faveur du recrutement de profs étrangers, mais pourquoi doivent-ils toujours venir d'Allemagne? Les profs allemands viennent ici avec toute leur équipe, vivent dans leur bulle et ne comprennent pas la culture politique de la Suisse. J'ai peur d'une perte de nos valeurs, comme la démocratie directe notamment.»

Stefan Fischer votera «non» le 8 février, «parce que le Parlement a empêché le peuple de se prononcer sur l'extension de l'accord». Il a démissionné de sa fonction en avril 2008, ses propos ayant été ressentis comme «provocateurs» par ses pairs. La nouvelle présidente du Conseil des élèves, Sylvie Fee Michel, corrige le tir: «Les

professeurs étrangers ont contribué à la bonne réputation de notre université. Ils ouvrent de nouvelles perspectives dans leur cours, ce qui constitue toujours une chance pour les étudiants.»

Entre Suisses allemands et Allemands, le malaise est si patent qu'il fait le bonheur des médias. Le journaliste Bruno Ziauddin y a récemment consacré un essai\* qui s'est déjà vendu à plus de 30 000 exemplaires. Reste à savoir si ce malaise, évident sur le plan culturel, traduit aussi les craintes des Alémaniques de perdre leur emploi face à des voisins plus compétitifs.

**La Suisse B.** Alors que Bruno Ziauddin reste prudent sur ce point, le publiciste Klaus Stöhlker est plus direct: «Oui, beaucoup de Suisses allemands ont peur de la concurrence à un haut niveau, mais ils n'en parlent pas: ce n'est pas politiquement correct d'avouer cette crainte.» Klaus Stöhlker se plaît à distinguer la Suisse A, internationalisée et compétitive, de la Suisse B, plus nationale et conservatrice. «C'est la Suisse B qui a peur de la concurrence et qui voudrait bien, par exemple, introduire des quotas de professeurs suisses à l'uni.»

Autre reproche entendu: les Allemands décrochent des emplois car ils acceptent des

salaires moins élevés. Lukas Reimann pointe du doigt certaines branches plus touchées: «Pas la santé bien sûr, mais les arts et métiers, les assurances, voire les banques.»

**Dumping entre universitaires.**

Tout le monde est d'accord sur un point: dans les hautes sphères du management, tout dumping est exclu. Les CEO du monde entier sont trop conscients de leur valeur...

Dans les classes de salaires intermédiaires, la réponse est moins évidente. Il y a eu des abus, mais impossible de les quantifier. Soucieuse de témoigner sous le couvert de l'anonymat, Anke, 35 ans, est titulaire d'un doctorat en philosophie. En 2006, elle passe une annonce pour venir travailler en Suisse. Elle décroche un emploi de chasseuse de têtes dans un bureau de recrutement de cadres pour 5500 francs par mois.

Elle ne se réjouit qu'à moitié: «J'aurais dû gagner 7000 francs selon mes qualifications, mais j'étais déjà contente d'arriver en Suisse, où le marché du travail est meilleur qu'en Allemagne.» La réalité s'avère plus dure que prévu. Deux ans plus tard, Anke est désormais au chômage partiel en raison de la récession. Lorsqu'elle entend les slogans de l'UDC accusant les étrangers de vouloir piller les caisses d'as-



L'Hebdo

29.01.2009

Auflage/ Seite

44979 / 20

Ausgaben

50 / J.

Seite 2 / 3

9056

6929525

EVD / PD / UVEK / EFD / EDI / EJPD

surance chômage, elle ne cache pas son dégoût: «Les affiches de l'UDC sont blessantes. Je suis venue pour travailler, pas pour chômer.»

Jusqu'à présent, la concurrence entre travailleurs suisses et allemands est restée limitée à certaines branches. «Le secteur hospitalier s'effondrerait sans les étrangers», note la secrétaire syndicale du SSP Brigitte Gügler. Les cas de dumping salarial sont donc restés isolés.

### **«LES PROFS ALLEMANDS NE COMPRENNENT PAS LA CULTURE POLITIQUE SUISSE.»**

Stefan Fischer, étudiant zurichois

Dans le bâtiment, son collègue

### **«BEAUCOUP D'ALÉMANIQUES ONT PEUR DE LA CONCURRENCE À UN HAUT NIVEAU.»**

Klaus Stöhlker, publiciste

d'Unia Remo Schädler tire le même bilan positif, malgré quelques points noirs au début de la mise en place des mesures d'accompagnement. Lorsque le maître d'œuvre de la rénovation du grand hôtel Dolder fait appel à des sous-traitants venus d'Allemagne, les premiers contrôles sont alarmants, notamment dans le second-œuvre: «Seuls 15 % des gypsiers avaient un salaire correct, certains travailleurs détachés ne touchant que 8 euros l'heure. Mais deux ans plus tard, la situation s'est améliorée. Les mesures d'accompagnement sont un succès.»

**Premières victimes.** Le resteront-elles en temps de crise?

L'UDC n'y croit pas un instant et affirme que les Suisses seront les premiers à souffrir de la récession. En fait, c'est plutôt le contraire qui est en train de se produire. Durant le dernier semestre de 2008, le solde migratoire des Allemands a chuté de 33 %. «C'est la preuve que ce sont les besoins de l'économie qui déterminent l'immigration et que l'accord sur la libre circulation fonctionne bien», note Boris Zürcher, coauteur à Avenir Suisse d'une étude à ce sujet. Les premières victimes de la crise sont plutôt de jeunes étrangers, récemment recrutés en Suisse et sans charge de famille. o

\* Grützi Gummihälse, Ed. Rororo, 224 p.



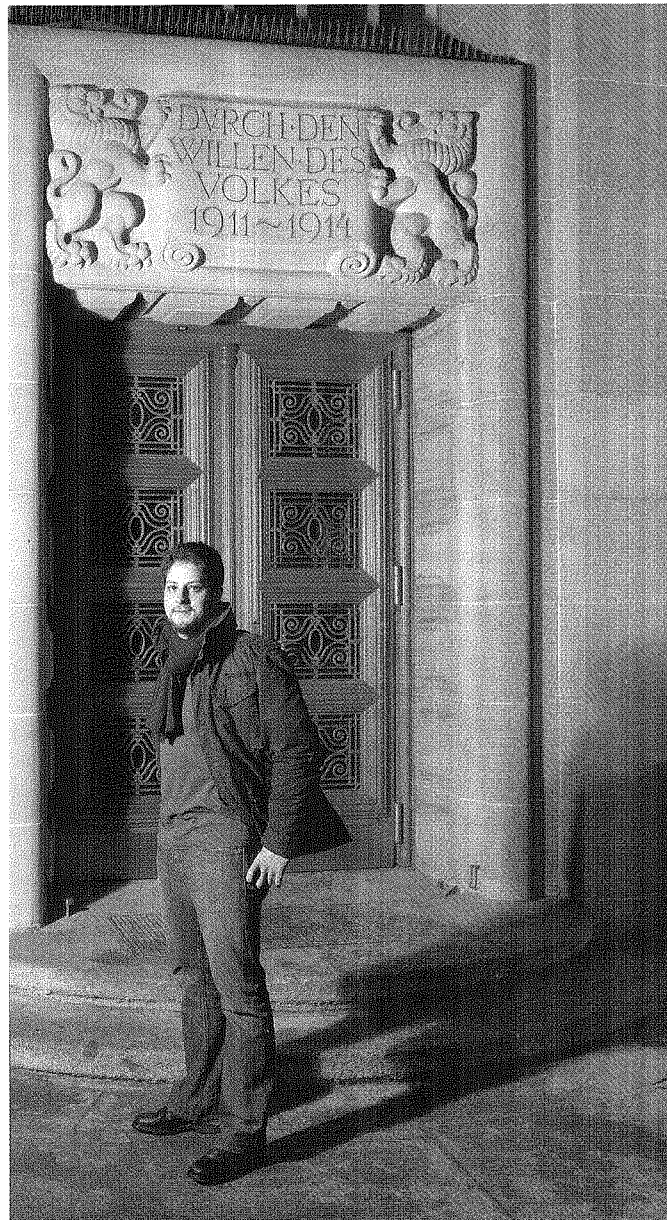
L'Hebdo  
29.01.2009

Auflage/ Seite  
Ausgaben

44979 / 20  
50 / J.

Seite 3 / 3  
9056  
6929525

EVD / PD / UVEK / EFD / EDI / EJPD



DOMINIC BUTTNER PXSIL

**UNIVERSITÉ** Ancien président des étudiants, Stefan Fischer a brisé un tabou.